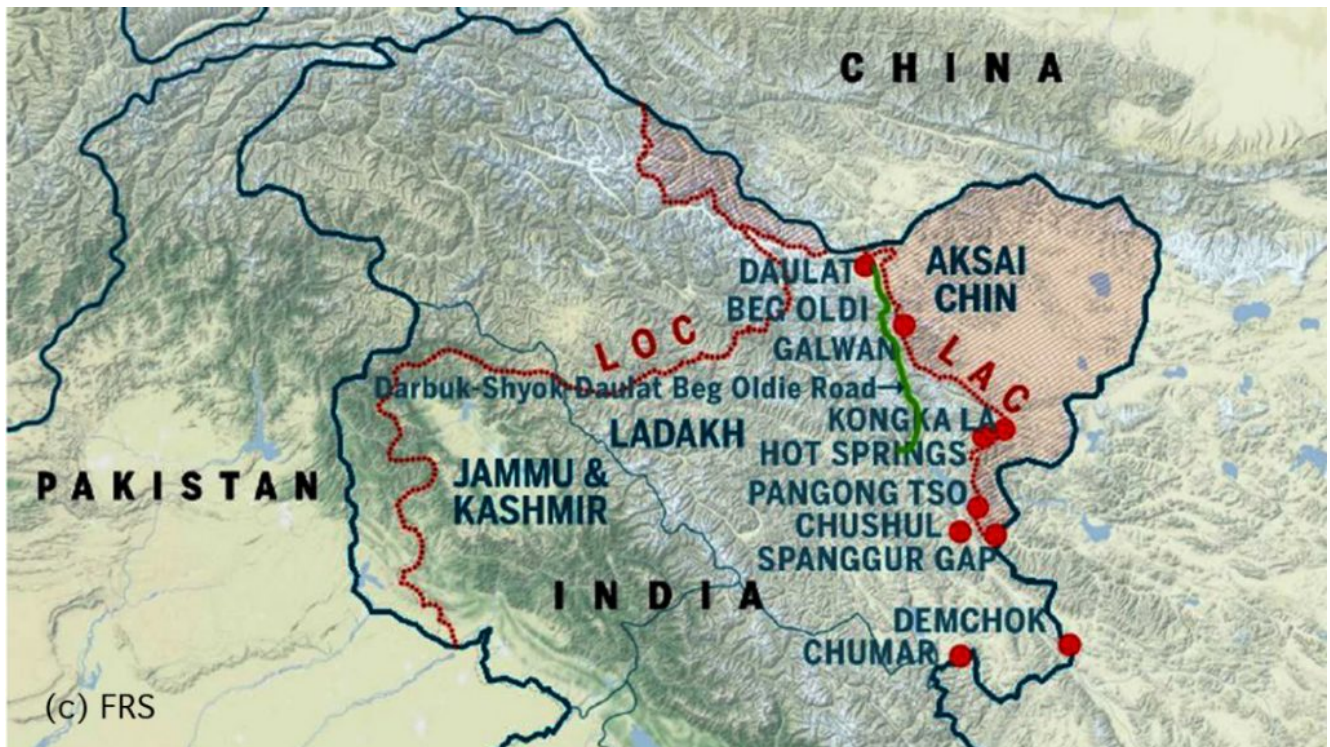


# Asie-Pacifique : Inde, Chine et Taïwan, acteurs de la sécurité



La récurrence d'incidents frontaliers avec la Chine pourrait conduire l'Inde à inclure Taïwan dans sa contribution à l'architecture de sécurité régionale.

C'est ce qui ressort d'une note publiée en juillet 2021 à Paris par Gilles Boquerat, chercheur associé à la Fondation pour la recherche stratégique.

**Contentieux frontalier.** Le différend territorial entre la Fédération indienne et la République populaire de Chine porte sur le tracé de la frontière himalayenne, à savoir sur l'Aksai Chin à l'Ouest et sur l'Etat indien l'Arunachal Pradesh à l'Est (*voir carte*). A l'Ouest, aucune démarcation n'a été tracée au sol. A l'Est, une ligne, dite Mac Mahon, suit la ligne de crête himalayenne. De fait, la Chine contrôle l'Aksai Chin depuis son invasion du Tibet en 1950. Elle y a construit une route reliant le Tibet à sa province du Xinjiang. A l'Est, l'Inde revendique une démarcation passant au pied des contreforts himalayens en bordure de la vallée du Brahmapoutre et incluant une zone dénommée « Tibet du Sud » par la Chine. En 1960, Pékin a proposé de reconnaître la ligne Mac Mahon en échange de l'Aksai Chin. Le refus de New Delhi a débouché, deux ans plus tard, sur une guerre...gagnée par la Chine, qui s'est contentée de consolider ses positions sur l'Aksai Chin. Une « Line of Actual Control » (LAC, ligne de contrôle effectif)

sépare les deux pays sur 3.500 km, dont 1.600 km dans l'Aksai Chin. Le tracé de cette LAC, jamais accepté formellement par les deux parties, fait l'objet de désaccords ponctuels. Pour prévenir toute confrontation, Pékin et New Delhi ont conclu des accords en 1993, 2003, 2012 et 2013, excluant le retour à la force et prônant le développement de relations bilatérales, surtout économiques. Pour affirmer ses revendications sur la LAC, l'Inde a organisé 65 points de patrouille par ses forces armées et de police au Ladakh. Les 5 et 9 mai et 15 juin 2020, des affrontements meurtriers se sont produits entre soldats indiens et chinois. Depuis, les forces déployées sur la frontière restent en état d'alerte. Fin août, une unité indienne de la Force spéciale des frontières, composée notamment de réfugiés tibétains, a pris par surprise le contrôle de la chaîne du Kailash, surplombant la rive Sud du lac Pangong et la garnison chinoise de Moldo. Des pourparlers en avril et juin 2021 n'ont pas abouti à un retrait chinois de Gogra/Hot Spring ni des autres zones contestées. Pour l'Inde, la plaine de Depsang constitue un enjeu important, car l'aéroport militaire de Doulat Beg Oldie (DBO) y a été construit, à 5.000 m d'altitude, lors du conflit de 1962. La piste d'atterrissage se trouve près de la nouvelle route stratégique Darku-Shylok-DBO (*en vert sur la carte*), longue de 255 km et qui permet de ravitailler les forces déployées jusqu'au pied du col de Karakorum.

**Militarisation accrue.** L'Inde cherche à mettre en place une dissuasion crédible contre toute intrusion chinoise sur l'ensemble de la LAC et disposer d'une capacité de surprise. Depuis l'été 2020, 50.000 soldats y sont déployés sur 800 km. Le 1er Corps d'armée, composé de deux divisions d'infanterie, a été déplacé de la frontière avec le Pakistan vers le Ladakh. Le 17ème Corps, seule unité de montagne, reste basé dans le Bengale occidental, face aux Etats du Nord-Est (Sikkim, Népal et Bhoutan). La construction de routes, d'héliports et de camps est programmée dans les zones frontalières, afin de faciliter le déplacement de soldats et de matériels. Les sévères conditions météorologiques éprouvent les chars de combat T72MI Aleya et T905 Bhishma, les véhicules de combat d'infanterie BMP-2, les obusiers M777 de 155 mm et les batteries de missiles. Pour améliorer sa capacité de transport, l'armée de l'Air indienne a récemment acquis des hélicoptères CH-47 Chinook et des avions de transport tactique C-130J Super Hercules et Boeing C-17. De son côté, l'armée chinoise a équipé ses avant-postes de radars, capteurs et drones et les relie aux installations de l'arrière par des routes et la pose de fibres optiques. De plus, des villages sont édifiés à la frontière pour servir de postes de surveillance et matérialiser les revendications

territoriales. A l'Est, la construction d'une voie ferrée entre Chendu (Sichuan) et Lhasa (Tibet), permettra le déploiement rapide de troupes et d'équipements en cas de tension frontalière entre l'Arunachal Pradesh et le Sikkim. Un premier tronçon de 435 km entre Lhasa et Nyingchi, a été inauguré en juin 2021. Toutefois, l'Inde ne semble guère en mesure de reconquérir le terrain perdu. Selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, le budget de défense de la Chine a atteint 252 Mds\$ en 2020, contre 72,9 Mds\$ pour celui de l'Inde. De 2011 à 2020, les dépenses militaires ont augmenté de 76 % en Chine, contre 34 % en Inde. Par ailleurs, pour contrer l'expansionnisme maritime chinois, l'Inde a relancé, en 2020, le forum « Quadrilateral Security Dialogue » (Dialogue quadrilatéral sur la sécurité), portant notamment sur une synergie entre sa Marine et celle des Etats-Unis, du Japon et de l'Australie.

**Contexte économique.** L'Inde a reconnu très tôt la légitimité de la Chine populaire, après son accession au pouvoir en 1949. Puis, dans les années 1990, elle a procédé à un échange de représentations commerciales faisant office d'ambassades avec Taïwan. Après les incidents frontaliers de 2020, le représentant de Taïwan en Inde a proposé d'étendre les relations bilatérales à la sécurité régionale. Une montée de la tension entre Pékin et Taipei aurait en effet des conséquences géopolitiques graves. La liberté de navigation dans le détroit de Taïwan constitue un enjeu stratégique pour l'Inde, car 40 % de son commerce avec l'Asie orientale y transite. En octobre 2020, l'institution National Maritime Foundation, qui dépend du ministère indien de la Défense et de la Marine, a signé un accord avec la Taïwan-Asia Exchange Foundation pour réfléchir ensemble sur les questions d'intérêt commun liées au domaine maritime. Début 2019, l'Inde a proposé à Taïwan une assistance technologique pour la construction de sous-marins et a évoqué une collaboration en matière de cybersécurité. Pékin avait alors mis en garde New Delhi contre toute coopération militaire avec Taipei. En novembre 2020, l'Inde a refusé d'adhérer au « Regional Comprehensive Economic Partnership (Partenariat économique pour l'ensemble de la région), vaste zone de libre-échange entre Australie, Brunei, Cambodge, Chine, Indonésie, Japon, Laos, Malaisie, Birmanie, Nouvelle-Zélande, Philippines, Singapour, Corée du Sud, Thaïlande et Viêt Nam. Elle y voit un moyen pour la Chine de renforcer sa position économique dominante sur la zone indopacifique. Toutefois, elle dépend de la Chine dans les secteurs de l'électronique, de l'industrie pharmaceutique, de l'automobile et des télécommunications. Pour l'exercice 2019-2020, ses achats à la Chine, incluant machines et équipements médicaux, ont atteint 65,3 Mds\$ et

ses ventes 16,6 Mds\$, surtout des minerais pour soutenir le rebond de l'économie chinoise. En incluant Hong-Kong, la Chine est devenue le premier partenaire commercial de l'Inde, devant les Etats-Unis. L'Inde n'est que le 17ème partenaire commercial de Taïwan, qui reste son 31ème partenaire.

## **Loïc Salmon**

Asie-Pacifique : rivalités et négociations sur les enjeux stratégiques

Asie du Sud : Inde et Pakistan se veulent des puissances nucléaires responsables

Japon : multilatéralisme dans un contexte stratégique tendu